

Unité départementale de l'Isère  
17 boulevard Joseph Vallier  
38040 Grenoble

Grenoble, le 16/05/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MILLET NIVON**

lieu-dit « Alanières »  
38440 Moidieu-Détourbe

Références : 2024 – Is087SS  
Code AIOT : 0006100924

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/04/2024 de la carrière exploitée par la société MILLET-NIVON au lieu-dit « Alanières » 38440 Moidieu-Détourbe.

L'inspection a été annoncée le 05/04/2024.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques  
( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection se déroule dans le cadre de la programmation pluriannuelle des contrôles des installations classées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MILLET-NIVON
- Lieu-dit « Alanières » 38440 Moidieu-Détourbe
- Code AIOT : 0006100924
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MILLET-NIVON, entreprise de bâtiment et travaux publics, exploite depuis 1976 une carrière de matériaux alluvionnaires sur la commune de Moidieu-Détourbe pour les besoins de l'entreprise.

Cette carrière a été successivement autorisée par les arrêtés préfectoraux n°76-8604 du 15 octobre

1976, n°89-946 du 8 mars 1989, n°2002-1849 du 1er mars 2002, n°2010-10288 du 7 décembre 2010 et n°2013291-0026 du 18 octobre 2013. Ce dernier pour une durée de 20 ans.

En 2020, la société Millet-Nivon a sollicité la prolongation et l'extension de l'autorisation d'exploiter la carrière. L'arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL UD38-2021-08-15 du 31 août 2021 autorise l'extension et l'exploitation jusqu'au 18 octobre 2043.

La production maximale autorisée est de 30 000 t/an. La capacité d'accueil de matériaux en remblais est de 412 000 m<sup>3</sup> au total. Des installations de traitement de matériaux pour une puissance cumulée de 245 kW sont également autorisées sur le site de la carrière.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale 2024
- Air
- AN24 Trackdéchets RNDTS
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eaux de surface
- Eaux souterraines

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                                         | Référence(s) réglementaire(s)                                                                                          | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection | Proposition de délais <sup>(1)</sup> |
|----|---------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|
| 5  | Mesures des retombées de poussières                                       | Arrêté Préfectoral du 31/08/2021, articles 2.2.1 & 2.2.2<br>Arrêté Préfectoral complémentaire du 29/09/2023, article 1 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                         | 6 mois                               |
| 10 | Moyens de lutte contre l'incendie                                         | Arrêté Préfectoral du 31/08/2021, article 6.2                                                                          | Demande d'action corrective                                                                                 | 15 jours                             |
| 14 | Conditions d'admission des déchets inertes                                | Arrêté Préfectoral du 31/08/2021, article 7.2.2.2.                                                                     | Demande d'action corrective                                                                                 |                                      |
| 15 | Traçabilité des TEX et sédiments - Contenu du registre chronologique      | Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6                                                                            | Demande d'action corrective                                                                                 | 3 mois                               |
| 16 | Traçabilité des TEX et sédiments - Déclaration au registre national RNDTS | Code de l'environnement, article R.543-43-1.-II                                                                        | Demande d'action corrective                                                                                 | 3 mois                               |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                                 | Référence(s) réglementaire(s)                                   | Autre information |
|----|-------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Production autorisée et conditions d'exploitation                 | Arrêté Préfectoral du 31/08/2021, articles 1.2 & 7.1.2.5        | Sans objet        |
| 2  | Sécurité du public                                                | Arrêté Préfectoral du 31/08/2021, article 1.10.4                | Sans objet        |
| 3  | Insertion visuelle                                                | Arrêté Préfectoral du 31/08/2021, article 1.10.5                | Sans objet        |
| 4  | Dispositions générales pour réduire les émissions de poussières   | Arrêté Préfectoral du 31/08/2021, article 2.1.1                 | Sans objet        |
| 6  | Rejets d'eau dans le milieu naturel                               | Arrêté Préfectoral du 31/08/2021, articles 3.2.2 & 7.1.1.3      | Sans objet        |
| 7  | Eaux souterraines                                                 | Arrêté Préfectoral du 31/08/2021, article 3.2.3.                | Sans objet        |
| 8  | Plan de gestion des déchets d'extraction                          | Arrêté Préfectoral du 31/08/2021, article 4.2                   | Sans objet        |
| 9  | Surveillance des émissions sonores                                | Arrêté Préfectoral du 31/08/2021, articles 5.1.1, 5.2.1 & 5.2.2 | Sans objet        |
| 11 | Panneau d'information                                             | Arrêté Préfectoral du 31/08/2021, article 7.1.1.1               | Sans objet        |
| 12 | Registres et plans                                                | Arrêté Préfectoral du 31/08/2021, article 7.1.3                 | Sans objet        |
| 13 | Remblayage                                                        | Arrêté Préfectoral du 31/08/2021, article 7.2.2.1.              | Sans objet        |
| 17 | Mesures de réduction                                              | Arrêté Préfectoral du 31/08/2021, articles 8.1.1 & 8.1.2        | Sans objet        |
| 18 | Garanties financières                                             | Arrêté Préfectoral du 31/08/2021, article 9.2                   | Sans objet        |
| 19 | Déclaration annuelle GERE des émissions polluantes et des déchets | Arrêté Ministériel du 31/01/2008, articles 4, 6 & 7             | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

**Cinq non conformités ont été relevées pour lesquelles des demandes actions correctives ont été formulées** concernant la vérification périodique de l'extincteur, le respect de la fréquence de suivi des retombées de poussières, la tenue du registre d'admission des déchets inertes et son téléversement au RNDTS.

**Sept observations ont par ailleurs été émises.**

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Production autorisée et conditions d'exploitation

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/08/2021, articles 1.2 & 71.2.5                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Exploitation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><i>La production moyenne annuelle autorisée est de 15 500 tonnes/an.<br/>La production maximale autorisée est de 30 000 tonnes/an.<br/>Le volume maximal des matériaux à extraire au 1er janvier 2021 est de 178 000 m<sup>3</sup> (356 000 t environ).<br/><br/>L'épaisseur maximale d'extraction est de 8 mètres (dont 1 m de terres de découverte).<br/>L'exploitation est limitée en profondeur à la cote de 258 m NGF et à 3 mètres au moins des plus hautes eaux de la nappe phréatique en situation décennale.<br/>Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.<br/><br/>Les apports de déchets inertes sont autorisés dans le cadre de la remise en état pour un volume total de 412 000 m<sup>3</sup>.<br/><br/>La puissance maximale des installations de traitement des matériaux issus de la carrière, visée par la rubrique 2515, est de 245 kW.</i> |
| <b>Constats :</b><br><i>L'inspection des installations classées constate, à la lecture des déclarations annuelles GERE, que la production annuelle respecte bien la production annuelle maximale autorisée.<br/>L'inspection des installations classées constate, sur site et à la lecture du plan d'exploitation actualisé le 1er mars 2024, que les modalités et limites d'extraction (cote de fond de fouille, bords des excavations) sont respectées.<br/>Dans l'actuelle zone d'extraction, le point bas a été atteint et l'épaisseur tampon minimale de 3 mètres par rapport aux plus hautes eaux décennales connues est assurée.<br/>Au moment du contrôle, une campagne de recyclage par concassage/criblage est en cours sur l'emprise de la carrière. Cette opération est sous-traitée par l'exploitant à la filiale Soleriaud Carrières et Matériaux du groupe Guillaud TP. Un concasseur mobile Powerscreen Premiertrack 420E est présent sur le site.</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

### N° 2 : Sécurité du public

|                                                                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/08/2021, article 1.10.4                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation                                                                   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><i>Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé.</i> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><i>En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit par une barrière mobile verrouillée.</i></p> <p><i>L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des installations de stockage des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées.</i></p>                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées constate que le site n'est que partiellement clôturé le long du chemin du Bois de Chasse. Il est cependant ceint par des merlons sur tout son pourtour dans son emprise renouvelée et étendue en 2021 qui en empêchent l'accès. Des haies bocagères plantées par l'exploitant et en cours de croissance viennent renforcer la délimitation du site.</p> <p>L'entrée du site est marquée par une barrière amovible abaissée en dehors des heures d'ouverture. Le panneau d'information en entrée du site rappelle que c'est une zone dangereuse interdite au public et que l'accès est interdit à toute personne non autorisée.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

### N° 3 : Insertion visuelle

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/08/2021, article 1.10.5</p>                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Thème(s) :</b> Autre, Exploitation</p>                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>La hauteur des stocks de matériaux et des stériles est limitée à 6 m de manière à ne pas être visible de l'extérieur du site.</i></p>                                                                                                               |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées constate que les stocks de matériaux, de stériles ou autres terres de découverte respectent la hauteur maximale prescrite et ne sont pas visibles depuis l'extérieur du site (depuis la route départementale notamment).</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                              |

### N° 4 : Dispositions générales pour réduire les émissions de poussières

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/08/2021, article 2.1.1</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour éviter l'émission de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité.</p> <p>Le brûlage à l'air libre est interdit.</p> <p>Afin de limiter les émissions de poussières, l'exploitant met également en œuvre les mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• arrosage des pistes lorsque les conditions météorologiques l'imposent,</li> <li>• stabilisation par arrosage des produits les plus fins (0/4) et des stocks de granulats le nécessitant,</li> <li>• Les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation sont aménagées et convenablement nettoyées ;</li> <li>• limitation de la vitesse des poids-lourds et engins de carrière à 25 km/h sur la voirie d'accès à la carrière et sur les pistes.</li> </ul> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées constate qu'au vu du volume d'activité, l'exploitant n'a pas mis en place de mesures particulières pour limiter les émissions de poussières.</p>                                                                                   |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>➤ <b>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de formaliser la limitation de vitesse des camions et des engins sur le site en mettant en place un panneau de signalisation en entrée de site.</b></p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                    |

## N° 5 : Mesures des retombées de poussières

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/08/2021, articles 2.2.1 &amp; 2.2.2</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières.</i></p> <p><i>Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leurs importances respectives, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre. [...]</i></p> <p><i>Les campagnes de mesure durent 30 jours et sont réalisées tous les six mois.</i></p> <p><i>Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées, conformément aux dispositions de la norme NF X 43-014, version novembre 2003 et réalisé par un organisme agréé ou à défaut, pour les installations existantes, par la méthode des plaquettes de dépôt.</i></p> <p><i>La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</i></p> <p><i>La valeur seuil à ne pas dépasser est de 350 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des stations de mesure installées de type (b) (article 1 de l'APC du 29/09/2023).</i></p>                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées constate que c'est à l'occasion de la prolongation/extension délivrée le 31 août 2021 que la prescription de surveillance des retombées de poussière a été explicitement et formellement prescrite à l'exploitant.</p> <p>L'inspection des installations classées constate qu'aucune surveillance n'avait été réalisée auparavant et que les premières mesures n'ont été réalisées qu'à l'automne 2023, soit deux ans après la prescription de cette surveillance.</p> <p>L'exploitant mutualise à compter du second semestre 2023 la surveillance des retombées de poussières avec la carrière voisine Les Carrières d'Eyzin-Pinet. La surveillance est réalisée par la méthode des jauges de retombées, conformément aux dispositions de la norme NF X 43-014, sur une période de 30 jours minimum et par campagne semestrielle.</p> <p>Le suivi des retombées de poussières de la carrière Millet-Nivon a été intégré au suivi réalisé pour le compte des Carrières d'Eyzin-Pinet par le cabinet d'études ITGA au cours de la campagne du 18 septembre au 19 octobre 2023. Une station de mesure en limite de propriété de la carrière Millet-Nivon a été ajoutée aux autres stations de mesures du plan de surveillance des Carrières d'Eyzin-Pinet. Une concentration moyenne de 164 mg/m<sup>2</sup> a été mesurée sur cette station en limite de la carrière Millet-Nivon.</p> <p>La dernière campagne est en cours d'analyse, les jauges ayant été mises en place le 1er mars 2024.</p> |

**Demandes à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'inspection des installations classées demande à l'exploitant :**

- **d'ajouter, lors des prochaines campagnes, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premières habitations** situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (station de type b), au croisement des RD 38 et 502 et/ou au lieu-dit "Chasse";
- **de présenter dans chaque rapport semestriel la moyenne annuelle glissante des concentrations pour chacune des stations de mesure de type (b) (avec les données de l'année précédente donc) ;**
- **et de désormais bien prendre en compte dans les rapports la nouvelle valeur limite de 350 mg/m<sup>2</sup>/j en moyenne annuelle glissante.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 6 : Rejets d'eau dans le milieu naturel**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/08/2021, articles 3.2.2 & 7.1.1.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

**Prescription contrôlée :**

*Eaux de procédés des installations : Aucun lavage des matériaux n'est réalisé sur le site*

*Eaux pluviales : Toutes les eaux pluviales provenant des aires imperméabilisées du site sont dirigées vers une installation de traitement comportant un déshuileur débourbeur, avant rejet vers le milieu naturel. Cet équipement est régulièrement nettoyé par un éliminateur agréé.*

*Les eaux rejetées respectent après traitement les prescriptions suivantes :*

- *le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;*
- *la température est inférieure à 30°C ;*
- *les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l ;*
- *la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l ;*
- *les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l. [...]*

*Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et la teneur en hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.*

*Art. 7.1.1.3 : Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés à l'article L.211-1 du code de l'environnement, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone.*

*Eaux usées : A défaut d'un raccordement à un réseau d'assainissement collectif, les eaux des sanitaires sont dirigées vers un dispositif conforme aux règlements en vigueur fixant les dispositions applicables aux systèmes d'assainissement non collectif.*

**Constats :**

L'inspection des installations classées constate :

- l'absence d'eaux de process (pas de lavage de matériaux sur le site) ;

- l'absence de surface artificialisée et d'aire étanche, les engins de chantier sont entretenus et lavés au siège de l'entreprise qui comprend des garages et ateliers ;
- l'absence de rejet d'eaux de ruissellement à l'extérieur de l'emprise de la carrière, les eaux pluviales s'infiltrent naturellement sur le site, des tranchées de dérivation/infiltration protègent les pistes, les zones commerciales de transit et la zone d'extraction ;
- l'absence d'eaux usées sanitaires.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 7 : Eaux souterraines

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/08/2021, article 3.2.3.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

### **Prescription contrôlée :**

*L'exploitant implante un réseau d'ouvrages de suivi comportant 1 ouvrage amont hydraulique et 2 ouvrages en aval hydraulique. Ils permettent une surveillance des eaux souterraines. Les emplacements choisis pour ces ouvrages doivent être pérennes (non remis en cause par l'exploitation de la carrière) L'implantation, la réalisation, l'équipement et l'abandon de ces ouvrages se font en respectant les dispositions figurant en annexe 3.*

*La surveillance comprend :*

- *une mesure du niveau d'eau à fréquence mensuelle ;*
- *une mesure de l'ensemble des paramètres définis en annexe 4 à fréquence semestrielle, (l'une en période de basses eaux, l'autre en période de hautes eaux). [...]*

*Les modalités de surveillance du niveau des eaux souterraines font l'objet d'une consigne écrite par l'exploitant.*

*En ce qui concerne la mesure semestrielle de la qualité des eaux, le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau suivent les recommandations du fascicule AFNOR FD-X-31.615 de décembre 2000.*

*Pour chaque ouvrage de suivi, les résultats d'analyse doivent être consignés dans les tableaux (éventuellement sous forme électronique) comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...).*

*Les paramètres à analyser dans les échantillons prélevés sont au minimum : le pH, la température, la turbidité, la conductivité, l'oxygène dissous, la demande chimique en oxygène (DCO), les matières en suspension (MES), les hydrocarbures dissous ou émulsionnés, les sulfates, les nitrates, le fer total, les métaux lourds, l'aluminium, les chlorures, les fluorures, l'indice phénol et COT.*

*En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constaté par l'exploitant, l'inspection des installations classées est informée, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres.*

*Si l'évolution défavorable est confirmée, les mesures suivantes sont mises en œuvre :*

- *mise en place d'un plan d'action et de surveillance renforcée,*
- *communication, à une fréquence déterminée par le préfet, d'un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcée.*

*Les résultats des mesures relatives aux eaux souterraines sont archivés par l'exploitant jusqu'à la cessation d'activité. En fonction du résultat du suivi des eaux souterraines pendant la phase d'exploitation, le préfet pourra imposer un suivi de ces éléments pendant une durée déterminée après les derniers apports de remblais.*

**Constats :**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>L'inspection des installations constate la présence sur le site de deux piézomètres : l'un en amont, l'autre en aval.</p> <p>L'inspection consulte le tableau des niveaux mensuels qui étaient relevés directement par l'exploitant depuis 2015 jusqu'à fin 2022, puis mutualisé avec les Carrières d'Eyzin Pinet depuis 2023. L'inspection ne relève pas d'anomalie particulière sur les niveaux de la nappe souterraine.</p> <p>Jusqu'en février 2024, les analyses semestrielles étaient réalisées sur les 2 piézomètres de la carrière par le cabinet Idées Eaux et le laboratoire accrédité CARSO. L'inspection des installations consulte le dernier rapport d'analyse des eaux souterraines établi par Idées Eaux (prélèvements du 16/06/2022). Le rapport capitalise dans des tableaux les résultats obtenus pour chaque analyse semestrielle depuis 2015. L'inspection constate ainsi le respect de la fréquence semestrielle des eaux souterraines.</p> <p>La valeur des matières en suspension et de turbidité sont stables avec des valeurs ne dépassant pas les normes. Les hydrocarbures totaux n'ont pas été détectés depuis décembre 2020. Les nitrates, chlorures, fluorures et sulfates ont été détectés dans les piézomètres amont et aval, mais les valeurs détectées restent inférieures à la limite de qualité pour les eaux brutes destinées à la consommation humaine. Ces valeurs restent stables d'une campagne à l'autre. Les éléments arsenic, nickel, mercure ponctuellement détectés sur les piézomètres à des teneurs relativement faibles, n'ont pas été décelés depuis 2022. Des hydrocarbures aromatiques polycyclique (HAP) : Naphtalène, Pyrène, 2-méthynaphtalène et phénanthrène avaient été détectés dans les piézomètres amont et aval lors des campagnes précédentes. Ils n'ont pas été détectés en février 2024. Pour la famille des Polychlorobiphényles (PCB), aucun élément n'a été détecté.</p> <p>A compter de novembre 2023, la surveillance des eaux souterraines est désormais mutualisée avec les Carrières d'Eyzin Pinet, qui comportent 6 piézomètres supplémentaires (en aval hydrologique par rapport à la carrière Millet-Nivon). Ces analyses mutualisées sont confiées au bureau d'études PC Environnement, les analyses des prélèvements au laboratoire SGS Environnement. L'inspection consulte également le rapport PC Environnement établi sur les prélèvements du 15 novembre 2023. Les résultats sur l'ensemble des paramètres sont là aussi conformes.</p> <p>L'inspection constate que les paramètres à relever et analyser sont complets par rapport aux analyses semestrielles prescrites : température, pH, conductivité, MEST, DCO, hydrocarbures totaux, sulfates, nitrates, fer, métaux lourds, aluminium, chlorures, indice phénol, COT ainsi que les PCB et HAP (demande de la dernière inspection).</p> <p>Aucune anomalie particulière n'est à signaler.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ renseigner la côte NGF du niveau des eaux souterraines à chaque relevé mensuel, plutôt que la seule profondeur du niveau d'eau mesurée à partir de la tête de forage ;</li> <li>➤ ajouter l'analyse de la turbidité et de l'oxygène dissous dans la surveillance semestrielle des eaux souterraines.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

#### N° 8 : Plan de gestion des déchets d'extraction

|                                                                                                                                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/08/2021, article 4.2                                                          |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets                                                                                           |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><i>Conformément à l'article 16 bis de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de</i> |

carrières, un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière est établi et révisé tous les cinq ans ainsi que dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet ainsi que les révisions.

**Constats :**

L'inspection des installations classées constate que le plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées a été actualisé dans le dossier de demande de prolongation et d'extension déposé en préfecture en novembre 2020 et que son contenu est conforme.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Surveillance des émissions sonores**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/08/2021, articles 5.1.1, 5.2.1 & 5.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bruit

**Prescription contrôlée :**

Une mesure du niveau de bruit en limite de propriété et de l'émergence par un organisme qualifié est effectuée dès l'ouverture du site et ensuite tous les 5 ans. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

| Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement) | Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés | Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)                                                          | 6 dB(A)                                                                                   | 4 dB(A)                                                                                            |
| Supérieur à 45 dB(A)                                                                                           | 5 dB(A)                                                                                   | 3 dB(A)                                                                                            |

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

| Périodes                        | Période de jour de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés) | Période de nuit allant de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés) |
|---------------------------------|-----------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------|
| Niveau sonore limite admissible | 70 dB(A)                                                        | 60 dB(A)                                                                    |

**Constats :**

L'inspection des installations classées constate que la société Millet-Nivon a mené sa dernière campagne de mesures des niveaux de bruit le 16 mars 2021.

Les mesures ont été réalisées par le cabinet Orféa Acoustique. Le plan de surveillance des émissions sonores comprend 6 points de mesures : deux dans le voisinage en zone à émergence réglementée (ZER) et quatre en limite de propriété valant aussi ZER.

Lors de la campagne de mesures de 2021, tous les niveaux de bruit en limite de propriété comme

en zone à émergence réglementée étaient conformes. Par ailleurs, aucune tonalité marquée n'a été détectée. La fréquence des mesures peut demeurer quinquennale.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/08/2021, article 6.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

*Chaque engin mobile utilisé sur la carrière est doté d'un extincteur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.*

*Des extincteurs appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, bien visibles et facilement accessibles, sont également disponibles à proximité des installations à risques d'incendie (installation de concassage criblage, stockage de produits combustibles, armoire électriques...). Ils sont maintenus en bon état et vérifiés une fois par an.*

*Conformément aux référentiels en vigueur et au moins une fois par an, tous les dispositifs sont entretenus par un technicien compétent et leur bon fonctionnement vérifié. Les rapports d'entretien et de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.*

*L'installation permet l'évacuation rapide des véhicules en cas d'incendie.*

*Le personnel est formé à l'utilisation des matériels de lutte contre l'incendie et des moyens de secours.*

**Constats :**

L'inspection des installations classées constate la présence d'un extincteur dans la chargeuse de l'exploitant présente sur le site. Cet extincteur présente une étiquette de vérification, entièrement délavée par le soleil. L'inspection des installations classées en conclut que la dernière vérification de l'extincteur date de plus d'un an.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

- **L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de faire contrôler et/ou remplacer les extincteurs présents sur le site de la carrière dans un délai de 15 jours.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours

#### N° 11 : Panneau d'information

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/08/2021, article 7.1.1.1

**Thème(s) :** Situation administrative, Exploitation

**Prescription contrôlée :**

*L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents :*

- *son identité (raison sociale et adresse),*
- *la référence de l'autorisation,*
- *l'objet des travaux,*

- l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté,
- les jours et heures d'ouverture,
- la mention « interdiction d'accès à toute personne non autorisée ».
- la liste des déchets inertes autorisés.

**Constats :**

L'inspection des installations classées constate la présence d'un panneau d'information réglementaire en entrée de site.

L'identité de l'installation, la raison sociale et l'adresse de l'exploitant (Millet-Nivon Bâtiment TP), la référence de la dernière autorisation (numéro de l'arrêté préfectoral d'autorisation de la carrière de 2021) ainsi qu'à la mairie de Moidieu-Détourbe, la mention « Zone dangereuse interdite au public », le rappel de l'interdiction d'accès sans autorisation, le port des EPI, les horaires d'ouverture ainsi que le rappel des déchets inertes admissibles figurent sur le panneau d'information.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 12 : Registres et plans**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/08/2021, article 71.3

**Thème(s) :** Situation administrative, Exploitation

**Prescription contrôlée :**

*Un plan d'échelle adaptée à la superficie du site est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés :*

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, avec un repérage par rapport au cadastre,
- les bords de la fouille, les courbes de niveau,
- les cotes d'altitude des points significatifs,
- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection, le cas échéant,
- les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état et les zones de stockage des déchets inertes,
- l'emprise des infrastructures (voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes.

*Ce plan et ses annexes sont mis à jour au moins une fois par an. Un exemplaire est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.*

**Constats :**

L'inspection des installations classées constate que la société Millet-Nivon réalise un levé topographique et photogrammétrique tous les ans et qu'elle actualise régulièrement son plan d'exploitation.

L'inspection des installations classées est destinataire du dernier plan d'exploitation au 1/500<sup>ème</sup> daté du 1er mars 2024.

Ce plan comprend les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; les bords de la fouille ; les courbes de niveau ; les cotes d'altitude des points significatifs (niveau du fond de fouille...) ; les bornes et parcelles cadastrales ; les infrastructures (pistes, ligne haute tension) ; ainsi que les différentes zones délimitées (zones de remblayage avec son carroyage et zone d'extraction).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

- L'inspection des installations classées recommande à l'exploitant de faire figurer dans la prochaine actualisation du plan d'exploitation les limites du périmètre autorisé, ainsi que les piézomètres.
- **L'inspection des installations classées demande par ailleurs à l'exploitant de déplacer sa zone de stockage des poteaux, piles et tranchées béton** qui nécessite des engins de levage et se trouve le jour du contrôle (mais aussi sur le plan de situation au 1er mars 2024) sous la ligne haute tension.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 13 : Remblayage

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/08/2021, article 7.2.2.1.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets, remblayage

**Prescription contrôlée :**

*L'exploitant tient à jour un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre d'admission suivant une grille de 50 mètres par 50 mètres maximum. Ce plan coté en plan et altitude permet d'identifier les parcelles où sont entreposés les différents déchets. En lieu et place de ce plan, l'exploitant peut mettre en place un système de géolocalisation des dépôts de déchets inertes.*

*L'exploitation est effectuée par tranches successives dont le réaménagement est coordonné. Le stockage des déchets est réalisé de préférence par zone peu étendue et en hauteur. Ce mode d'exploitation permettra de limiter la partie superficielle des déchets soumises aux intempéries.*

*Afin d'éviter le ravinement des talus, ceux-ci serontensemencés aussi rapidement que possible.*

*L'exploitant installe à proximité du lieu de déchargement des camions un container recueillant les déchets non autorisés à condition qu'ils soient présents en faible quantité. L'exploitant évacue ces déchets vers les filières de traitement adaptées.*

*Le suivi des prescriptions sera assuré par un organisme extérieur qui transmettra un rapport triennal à l'inspection des installations classées.*

**Constats :**

L'inspection des installations classées constate que le plan d'exploitation comprend bien un carroyage avec des casiers numérotés pour la zone de remblayage de la carrière.

La zone de déblais est correctement indiquée en entrée de carrière et comprend une zone de déchargement.

Le chargeur présent sur site, après contrôle et renseignement de son tableau de bord journalier (camion, provenance, quantité, stockage définitif ou zone de recyclage) pousse les matériaux inertes. Le remblayage s'opère ainsi depuis le haut de la plateforme, la hauteur de poussée des matériaux est de maximum 8 mètres environ.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

- Dans le mode opératoire pour le stockage définitif des déchets inertes, l'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant d'être particulièrement vigilant sur la stabilité des remblais.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 14 : Conditions d'admission des déchets inertes

| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/08/2021, article 7.2.2.2.                                                                                                               |                                                                                    |                                                                                                                                                                 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets, remblayage                                                                                                                                         |                                                                                    |                                                                                                                                                                 |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><i>Aucun déchet dangereux ou non dangereux non inerte n'est admis dans l'installation.</i><br><i>Les déchets admissibles en remblayage ou recyclage sont :</i> |                                                                                    |                                                                                                                                                                 |
| CODE DÉCHET                                                                                                                                                                                       | DESCRIPTION                                                                        | RESTRICTIONS                                                                                                                                                    |
| 17 01 01                                                                                                                                                                                          | Béton                                                                              | Uniquement le béton non recyclable économiquement en remblayage                                                                                                 |
| 17 01 02                                                                                                                                                                                          | Briques                                                                            | Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés |
| 17 01 03                                                                                                                                                                                          | Tuiles et céramiques                                                               | Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés |
| 17 01 07                                                                                                                                                                                          | Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses | Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés                                                             |
| 17 05 04                                                                                                                                                                                          | Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse                        | A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés                                                        |
| 20 02 02                                                                                                                                                                                          | Terres et pierres                                                                  | Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe                                                               |

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un **document préalable** indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets, des éventuels intermédiaires et des transporteurs,
- l'origine des déchets et la quantité de déchets concernée,
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014, au moment de l'acceptation préalable, l'exploitant s'assure :

- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;
- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés.

En cas de présomption de contamination des déchets ou terres, et avant leur arrivée sur la carrière, le producteur des déchets effectue une **procédure d'acceptation préalable** afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'utiliser ces déchets en remblayage du site de la carrière. Cette acceptation préalable contient a minima une évaluation du potentiel polluant des déchets par un essai de lixiviation pour les paramètres définis dans le tableau en annexe 5 et une analyse du contenu total pour les paramètres définis dans la même tableau. Seuls les déchets respectant les critères définis dans ce tableau peuvent être admis.

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange de déchets avec d'autres déchets ou produits dans le but de satisfaire aux critères d'admission. Avant d'être admis, tout chargement de

déchets fait l'objet d'une **vérification** des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation.

Un **contrôle visuel** des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé. En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un **accusé d'acceptation** au producteur des déchets en complétant le document préalable prévu ci-avant par les informations minimales suivantes : la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes, la date et l'heure de l'acceptation des déchets.

L'exploitant tient à jour un **registre d'admission**, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- la date de réception, la date de délivrance au producteur de l'accusé d'acceptation des déchets,
- le nom et les coordonnées du producteur des déchets,
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets,
- la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes,
- le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées

#### **Constats :**

L'inspection des installations classées consulte les documents mis à disposition par l'exploitant au titre des années 2023 et 2024.

Le suivi des déchets inertes admis en remblayage dans la carrière est assuré avec un document dénommé "Bordereau de suivi des déchets inertes", qui sont ensuite archivés.

Le bordereau de suivi des déchets inertes est établi par Millet-Nivon avec ses clients, producteurs de déchets. Le document est tamponné et signé par les deux parties, ainsi que par le transporteur si différent (en de rares cas). Il précise le maître d'ouvrage, l'adresse et le nom du chantier de provenance des déchets inertes, l'entreprise productrice des déchets, la désignation avec code déchets, la quantité et la qualité des déchets, leur destination (recyclage sur plateforme ou stockage définitif avec numéro de casier), ainsi que le contenant (type de camions/semi-remorques). Chaque bordereau est référencé et établi en 3 exemplaires (entreprise/transporteur, maître d'ouvrage et carrière Millet-Nivon).

Par échantillonnage sur 2023 et 2024, l'inspection des installations classées constate à la lecture des bordereaux de suivi que les déchets inertes admis au sein de la carrière de Moidie-Détourbe sont quasi exclusivement des déchets de pierres et terres, déblais issus de chantiers (17.05.04) ou de déchets de bétons (17.01.01) qui, eux sont orientés vers la plateforme pour recyclage.

Après analyse des bordereaux de suivi 2023, l'inspection des installations classées constate qu'aucune procédure d'admission préalable en cas de présomption de pollution avec caractérisation des déchets par tests de lixiviation (annexe II de l'arrêté du 15 mars 2010) n'a été réalisée, ce que l'exploitant confirme.

L'exploitant précise à l'inspection des installations classées les consignes et modalités internes déployées pour le contrôle d'admission : contrôle des documents d'accompagnement le cas échéant, contrôle visuel et olfactif sur la zone de déchargement.

Le formalisme mis en place pour tracer l'admission des déchets s'appuie essentiellement sur le bon de suivi des déchets inertes établi par la société Millet-Nivon au producteur/transporteur des déchets (qui fait office d'accusé réception). Les bons de suivi sont ensuite compilés dans des chemises par année.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| L'inspection des installations classées constate l'absence d'un registre de suivi des admissions (et refus) formalisé.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <b>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de formaliser son "registre d'admission et de refus", à partir des bordereaux de suivi des déchets inertes et de le tenir à disposition pendant au moins trois ans.</b> Il comprendra les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• la date de réception, la date de délivrance au producteur de l'accusé d'acceptation des déchets,</li> <li>• le nom et les coordonnées du producteur des déchets,</li> <li>• le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets,</li> <li>• la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes,</li> <li>• le résultat du contrôle visuel</li> <li>• et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement</li> <li>• le cas échéant, le motif de refus d'admission.</li> </ul> </li> </ul> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

#### N° 15 : Traçabilité des TEX et sédiments - Contenu du registre chronologique

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets, RNDTS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><i>Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un <b>registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants.</b></i><br><i>Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) <i>Concernant la date d'entrée dans l'installation : la date de réception ;</i></li> <li>b) <i>Concernant la dénomination, nature et quantité :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ;</i></li> <li>• <i>les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ;</i></li> <li>• <i>lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R.541-7 du code de l'environnement ;</i></li> <li>• <i>s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R.541-8 du code de l'environnement ;</i></li> <li>• <i>le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;</i></li> <li>• <i>le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R.541-45 du code de l'environnement ;</i></li> <li>• <i>la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m<sup>3</sup> ;</i></li> </ul> </li> <li>c) <i>Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ;</i></li> <li>• <i>la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec</i></li> </ul> </li> </ul> |

leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;

- l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L.125-6 ;
- la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R.541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R.541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ;

d) Concernant l'opération de traitement :

- le code de traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ;
- lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L.311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

**Constats :**

Dans le cadre de l'application de la directive cadre déchets révisée en 2018 et de la loi relative à la lutte contre le gaspillage et l'économie circulaire du 10 février 2020, la traçabilité des déchets se renforce et est étendue aux terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet. Cette traçabilité change aussi de format pour évoluer vers un support électronique.

Depuis le 1er janvier 2022, toute personne produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, (y compris celles effectuant une opération de valorisation par remblayage de carrière ou exploitant une installation de transit/regroupement de ces matériaux) doit téléverser tous les mois en ligne dans le registre national des déchets, des terres et sédiments (RNDTS : <https://rndts-diffusion.developpement-durable.gouv.fr/fr/lapplication-rndts> ), les informations issues de son registre de suivi chronologique.

Le contenu des informations à renseigner dans le registre en ligne est précisé par l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du code de l'environnement.

L'inspection des installations classées constate l'absence de formalisation du registre chronologique (cf constat ci-avant).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

- **L'inspection des installations classées demande à l'exploitant, de mettre en place dans un délai de 3 mois son registre chronologique à partir du canevas préformaté et disponible sur le site du RNDTS à l'aune des informations issues de sa procédure d'admission.**

Une vigilance particulière devra être apportée sur la précision des adresses, voire parcelles

|                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| cadastrales, de provenance des déchets inertes. Une amélioration sur ce point est attendu par rapport à l'actuelle procédure mise en place pour le suivi des déchets inertes par la société Millet-Nivon. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                             |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                     |

#### N° 16 : Traçabilité des TEX et sédiments - Déclaration au registre national RNDTS

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R.543-43-1.-II                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets, RNDTS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>Le ministre chargé de l'environnement met en place une <b>base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments "</b>, dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments.</i></p> <p><i>Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R.541-43 peuvent constituer une unique base de données.</i></p> <p><i>Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre. <b>Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments,</b> et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.</i></p> <p><i>Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. [...]</i></p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Depuis le 1er janvier 2022, toute personne produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, (y compris celles effectuant une opération de valorisation par remblayage en carrière ou exploitant une installation de transit/regroupement de ces matériaux) doit téléverser tous les mois en ligne dans le registre national des déchets, des terres et sédiments (RNDTS : <a href="https://rndts-diffusion.developpement-durable.gouv.fr/fr/lapplication-rndts">https://rndts-diffusion.developpement-durable.gouv.fr/fr/lapplication-rndts</a> ), les informations issues de son registre de suivi chronologique.</p> <p>Le contenu des informations à renseigner dans le registre en ligne est précisé par l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du code de l'environnement.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ de mettre en place dans un délai de 3 mois son registre chronologique à partir du canevas préformaté et disponible sur le site du RNDTS à l'aune des informations issues de sa procédure d'admission,</li> <li>➤ puis de procéder à ses télédéclarations mensuelles sur le registre national.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

## N° 17 : Mesures de réduction

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/08/2021, articles 8.1.1 & 8.1.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Espèces protégées                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><i>Art. 8.1.1 : Les travaux liés à la préparation des opérations de découvertes sont réalisés entre le 1er septembre et le 31 octobre.</i><br><i>Art. 8.1.2 : Un linéaire de haies champêtres sur la totalité du périmètre de la carrière, localisé en annexe 8.1, est implanté dans un délai de 1 an suivant la délivrance de l'autorisation, maintenu et géré écologiquement durant toute la durée d'exploitation de la carrière puis maintenu après la cessation d'activité afin de renforcer les corridors écologiques et créer des zones de repos/reproduction de la Faune. Les haies ont une largeur totale à maturité de 5 m (incluant 1 mètre de bande enherbée gérée avec une seule fauche tardive annuelle), sont constitués de végétaux locaux diversifiés plantés sur 3 rangées (1 plant tous les mètres) espacées de 1 m. La mise en œuvre s'effectue en accompagnement avec un écologue qui valide les choix techniques en respectant les prescriptions générales précisées en annexe 8.2. Le bénéficiaire fournit, au plus tard 1 an avant la fin de l'exploitation, les garanties qu'il apporte sur le maintien des haies et la poursuite de leur gestion écologique à l'issue de l'exploitation en lien avec les agriculteurs exploitants du site (ORE, BRE, convention longue durée...).</i> |
| <b>Constats :</b><br>L'inspection des installations classées constate que les haies bocagères ont bien été plantées sur tout le pourtour du périmètre et ce, conformément au plan et prescriptions précisées par l'arrêté préfectoral du 31 août 2021. Quelques adaptations à la marge ont fait l'objet d'une validation scientifique.<br>L'accompagnement technique de ces plantations (choix d'essences, dispositions, propositions de physionomie finale, plan et carte de mise en œuvre) a bien été réalisé par la société EcoSystémic, cabinet expert naturaliste et en écologie appliquée.<br>Un rapport d'application des mesures a été rédigé en date du 3 mars 2023, et adressé au pôle Préservation des Milieux et des Espèces.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><ul style="list-style-type: none"><li>➤ L'inspection des installations classées rappelle la première mesure de réduction en faveur de la biodiversité qui consiste à réaliser les travaux de découvertes uniquement sur la période allant du 1er septembre au 31 octobre.</li></ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

## N° 18 : Garanties financières

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/08/2021, article 9.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Garanties financières                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><i>L'autorisation d'exploiter est conditionnée par la constitution effective des garanties financières par période quinquennale. L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement. Le document établissant la constitution des garanties financières, doit être transmis à l'inspection des installations classées préalablement aux travaux d'extraction. Le document correspondant à leur renouvellement doit être adressé au moins six mois avant leur échéance.</i> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées constate qu'au jour du contrôle, les garanties financières étaient échues le 31 décembre 2023.</p> <p>Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a adressé le 25 avril 2024 un nouvel acte de cautionnement solidaire établi pour le montant adéquat au phasage d'exploitation et pour la période du 24 avril 2024 au 24 avril 2028 inclus.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>➤ <b>L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant de veiller à renouveler ses garanties financières au moins six mois avant leur échéance et de transmettre dans les délais le nouvel acte de cautionnement à l'inspection des installations classées.</b></p>                                                          |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

### N° 19 : Déclaration annuelle GERP des émissions polluantes et des déchets

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, articles 4, 6 &amp; 7</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, GERP</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>Art. 4 : L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé de l'environnement les données ci-après :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><i>les émissions chroniques ou accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, [...];</i></li> <li><i>les émissions chroniques ou accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets [...];</i></li> <li><i>les volumes d'eau prélevée dès lors que le volume de prélèvement est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/an ;</i></li> <li><i>les volumes d'eau rejetée, le nom et la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/an [...].</i></li> </ul> <p><i>Art. 6 : La déclaration prévue à l'article 4 du présent arrêté est effectuée sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet [...].</i></p> <p><i>Art. 7 : La déclaration des données d'émission d'une année est effectuée avant le 1er avril de l'année suivante si elle est faite par télédéclaration.</i></p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>La carrière de Moidieu-Détourbe, autorisée par l'arrêté préfectoral du 31 août 2021, est soumise à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets (déclaration GERP comprenant une enquête « carrières »).</p> <p>L'inspection des installations classées constate qu'en date du 11 avril 2024, la société Millet-Nivon n'avait pas encore fait sa déclaration annuelle pour 2023.</p> <p>L'exploitant procède à sa déclaration annuelle GERP d'ici fin avril 2024, ce que l'inspection a pu constater.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |